



CRE MONTÉRÉGIE

Projet de modification

Plan métropolitain de gestion des matières résiduelles

2015-2020

Mémoire déposé à la
Communauté métropolitaine de Montréal
Par le
Conseil régional de l'environnement de la Montérégie

10 MAI 2019

Conseil régional de l'environnement de la Montérégie

Le CRE de la Montérégie

Le Conseil régional de l'environnement de la Montérégie (CRE Montérégie) est un organisme sans but lucratif né de l'initiative du milieu, en 1989. La mission du CRE Montérégie est de soutenir et implanter le développement durable et de favoriser la protection de l'environnement en Montérégie.

Expert dans le domaine de l'environnement et du développement durable, le CRE Montérégie intervient dans des domaines d'action variés tels que les changements climatiques, l'énergie, la biodiversité, l'aménagement du territoire, les matières résiduelles, l'eau ou les sols. Au fil des années, le CRE Montérégie a acquis une expérience reconnue en consultation, en concertation et en élaboration de plans de développement durable.

Le CRE Montérégie fait partie d'une entité plus vaste qui regroupe l'ensemble des CRE, soit le Regroupement national des Conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ).

Mission

Soutenir le développement durable et favoriser la protection de l'environnement en Montérégie.

Vision

Contribuer au développement harmonieux de la Montérégie

Mémoire du CRE Montérégie

Contexte

Les derniers bilans de la CMM concernant la gestion de ses matières résiduelles confirment un besoin urgent d'intensifier les efforts pour atteindre les objectifs fixés dans le PMGMR 2015-2020. En ce sens, le Projet de modification du PMGMR 2015-2020 est un pas dans la bonne direction. La CMM doit faire preuve d'exemplarité tout en assurant un rôle d'influence auprès des diverses instances gouvernementales et des acteurs de la filière.

Le système de récupération et de recyclage québécois repose sur une participation massive des citoyens. Or, la confiance des citoyennes et citoyens envers le système actuel a été largement ébranlée par la fermeture du marché chinois aux matières de nos centres de tri et la crise du recyclage qui s'en est suivie. Cette crise a mis en lumière l'opacité des opérations de recyclage ainsi que le faible taux de valorisation locale.

Le système fait donc face à une crise de confiance des usagers. Selon un récent sondage, ce serait 50% des Québécois et Québécoises qui croiraient que la moitié du contenu de leur bac de récupération est réellement recyclé. Plus catastrophique encore, 22 % des répondants ont affirmé qu'une « petite ou infime partie » était réellement recyclée. Bien que cette lecture des citoyens s'approche parfois de l'efficacité réelle du système actuelle, la perte de confiance des citoyens pourrait avoir des conséquences néfastes sur le taux de participation et l'atteinte des objectifs du PMGMR.

Réduction à la source et ISÉ (information, sensibilisation et éducation) des citoyens

Le CRE Montérégie est satisfait de lire que la CMM fait de la réduction à la source et de l'ISÉ des axes prioritaires de son Projet de modification du PMGMR 2015-2020. N'oublions jamais que « le meilleur déchet est celui que l'on ne génère pas ». La réduction à la source est l'une des mesures les moins coûteuses et les plus efficaces pour réduire les quantités de matières résiduelles enfouies et la consommation de matières premières. En réduisant les volumes de matières résiduelles à collecter, trier et traiter, on soulage les finances des Municipalités qui connaissent un équilibre fragile.

Il est important de poursuivre le travail d'information, de sensibilisation et d'éducation des citoyens qui jouent un rôle majeur en tant que consommateurs et citoyens responsables du tri sélectif à domicile.

Plus de transparence dans le processus

La transparence est au cœur des enjeux relatifs à la crédibilité de tout processus de participation citoyenne. Or, le manque de données détaillées concernant l'ensemble des volumes et de la qualité des flux de matières ne permet pas d'avoir une réelle évaluation de l'efficacité du système de valorisation. La mise en place d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs des matières résiduelles permettant de calculer exactement les volumes et la composition des matières récupérées, recyclées et mises en valeur assurerait un meilleur suivi des objectifs du PMGMR. Cela permet de justifier et encourager les efforts des citoyens.

La traçabilité des matières est aussi un élément clé pour assurer la transparence du processus. En effet, le suivi des matières récupérées permettrait de départager les quantités réellement recyclées de celles enfouies tout en calculant les volumes mis en valeur au Québec et hors Québec.

En plus de permettre un meilleur suivi des objectifs et de la finalité réels des matières récupérées, de tels outils permettraient de mettre en place un réel processus d'amélioration en continu de nos pratiques de récupération, de tri et d'identification des opportunités locales de mise en valeur, consolidant ainsi le processus de participation citoyenne.

Le CRE Montérégie est donc en faveur de la proposition de contrôler les matières sortant des centres de tri. Cependant, en attendant la mise en place d'un cadre réglementaire du gouvernement du Québec, la CMM doit développer des outils permettant de mesurer adéquatement les flux de matières.

Recommandation : La CMM doit développer un contrat type entre une municipalité et son centre de tri, afin d'y inclure des redditions de compte permettant le calcul d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs de suivi des matières résiduelles, ainsi qu'un système de traçabilité des matières et rendre accessibles les données collectées au public.

L'imputabilité des producteurs

À l'heure actuelle, la responsabilité de la mise en valeur des matières est variable selon le type de matière.

Le principe de responsabilité élargie des producteurs, enchâssé dans un règlement depuis 2011, permet un encadrement de la récupération ainsi que de la valorisation de différentes catégories de produits, soit principalement les huiles, les lampes au mercure, les peintures, les piles et les produits électroniques. Le règlement rend alors imputables les entreprises (manufacturiers, producteurs, propriétaires ou utilisateurs, premiers fournisseurs) qui sont alors tenus d'être membres d'un organisme reconnu par RECYC-QUÉBEC qui assure la mise en œuvre du système de récupération et de valorisation de ses membres et rédige des bilans annuels de ses activités. Ce système a permis, entre autres, de retirer plusieurs matières dangereuses des sites d'enfouissement ou des bacs de récupération réduisant ainsi les risques de contamination.

Cette imputabilité est essentielle à la mise en place d'une réelle prise en charge du processus de mise valeur permettant une meilleure écoconception des produits, une optimisation des procédés, la recherche de nouveaux débouchés pour les matières et la mise en place d'une réelle économie circulaire.

Or, actuellement aucun règlement n'assure une imputabilité pour la mise en valeur des matières provenant de la collecte sélective. Bien que les entreprises qui mettent sur le marché québécois des contenants, emballages et imprimés ont l'obligation de contribuer au régime de compensation afin de financer les services municipaux de la collecte sélective, aucun article ou règlement ne les responsabilise sur l'atteinte de cible pour la mise en valeur des matières. Au contraire, on serait amené à penser que le régime actuel de compensation permet aux entreprises de se dédouaner de leurs responsabilités sociétales.

Ainsi, le CRE Montérégie est d'avis qu'il serait plus efficace à court, moyen et long termes, de responsabiliser les entreprises qui mettent en marché des contenants, emballages et imprimés sur l'atteinte de cible pour la mise en valeur des matières que d'uniquement hausser leur tarification en fonction du degré de recyclabilité des matériaux utilisés.

Recommandation : Accélérer le processus d'ajout des produits faisant l'objet d'une responsabilité élargie des producteurs.

Recommandation : Assurer la mise en place d'un règlement désignant des entreprises ou un organisme représentant celles-ci responsable de la mise en valeur des matières de la collecte sélective et imputable si les cibles de mise en valeur des matières ne sont pas atteintes.

Modernisation de la consigne

Les taux de récupération via le système de consigne sont excellents (95 % pour les contenants à remplissage multiples et 70 % pour les contenants à remplissage unique), mais il est grand temps de moderniser le système qui n'a pas été revu depuis sa mise en place dans les années '80.

Afin d'assurer un incitatif financier intéressant pour les citoyens et ainsi de maintenir, voire augmenter le taux de participation, la modernisation doit nécessairement passer par une hausse du montant de la consigne, particulièrement pour les contenants à remplissage unique.

Cette modernisation, doit aussi permettre une prise en charge des contenants dit orphelins. Le système de consigne actuel régleme le contenu, soit la bière et les boissons gazeuses et non le contenant. Il en résulte une frustration et une incompréhension chez les citoyens lorsque des contenants tel que des canettes d'eau pétillante, identiques à ceux des boissons gazeuses, ne sont pas consignés. Étant donné les infrastructures déjà en fonction sur l'ensemble du territoire, il s'agit d'une mesure peu coûteuse et qui donnera des résultats rapidement.

Finalement, le processus de modernisation doit s'intéresser à une extension des produits consignés. En effet, des produits tels que les bouteilles d'eau, dont une proportion importante semble échapper complètement au système de collecte des matières résiduelles, et le verre, qui dans un système de collecte pêle-mêle ressort insuffisamment pur pour être réutilisé dans la fabrication de contenants en verre en plus de contaminer les autres matières du centre de tri, doivent être analysés dans un système d'extension de la consigne.

Par exemple, dans un objectif d'assurer une réelle mise en valeur du verre sur le territoire, l'extension de la consigne sur les produits en verre doit être analysée en complément à différentes solutions, tel que l'ajout du verre dans la liste des produits désignés sous la responsabilité élargie des producteurs ou une solution mitoyenne en fonction des différentes catégories de verres, etc.

Le CRE Montérégie est donc en faveur d'une modernisation du système de consigne afin d'améliorer les performances environnementales du recyclage.

Recommandation : La modernisation du système de consigne doit inclure une hausse du montant de la consigne, une prise en charge des contenants orphelins ainsi qu'une extension des produits consignés.